

C **onjoncture française**



Environnement international de la France

Au premier trimestre, la croissance des économies avancées a été un peu plus forte que prévu dans la Note de conjoncture de mars (+0,6 % contre +0,4 %) : la consommation a été un peu plus dynamique et le soutien de la demande des pays émergents plus prononcé que prévu.

À l'horizon de la fin 2010, la croissance s'essoufferait : le PIB des économies avancées augmenterait encore de 0,6 % au deuxième trimestre mais seulement de 0,4 % et 0,3 % aux troisième et quatrième trimestres. Certes, l'investissement se redresserait, avec la confirmation de la croissance des débouchés. Mais, les politiques budgétaires soutiendraient de moins en moins fortement l'activité, et l'impulsion en provenance des pays émergents s'atténuerait. Au deuxième trimestre, la demande resterait plus tonique aux États-Unis qu'en zone euro, mais l'écart se réduirait au second semestre, avec le moindre soutien du plan de relance américain.

L'euro s'est déprécié suite à la crise grecque

Au début du deuxième trimestre, les investisseurs ont manifesté leur défiance à l'égard de la situation des finances publiques des États les plus fragiles de la zone euro. Ainsi, les taux d'intérêt auxquels ils se financent ont fortement augmenté en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Irlande. L'euro s'est alors

nettement déprécié face au dollar et les principaux marchés interbancaires ont subi de légères tensions mais leurs effets sur le financement du secteur privé sont pour l'instant limités. Début mai, les gouvernements européens ont mis en place un mécanisme de prêts aux États les plus vulnérables et la BCE a exceptionnellement décidé d'intervenir sur les marchés des dettes souveraines.

Des politiques budgétaires entre relance et consolidation

En 2010, les politiques budgétaires des économies avancées seraient très hétérogènes, après l'effort de relance simultané en 2009. D'un côté, l'Allemagne, les États-Unis et le Japon continueraient de soutenir l'activité par des mesures de relance, même si ce soutien va en diminuant. À l'opposé, l'Espagne et le Royaume-Uni commencent à mettre en place des politiques plus restrictives pour réduire leur déficit public.

En Allemagne, les réductions d'impôts dynamiseraient le pouvoir d'achat des ménages jusqu'à la fin de l'année mais n'apporteraient qu'un faible soutien à l'activité. Aux États-Unis, les ménages recevraient des versements substantiels au deuxième trimestre, puis bien moindres au second semestre. Au Japon, la prime à la casse et les subventions à l'achat des biens électroménagers respectueux de l'environnement sont maintenues mais leurs effets

Équilibre ressources-emplois en volume des économies avancées :

en %

	Variations trimestrielles														
	2008				2009				2010				2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB	0,3	-0,1	-0,7	-1,8	-2,4	0,1	0,4	0,8	0,6	0,6	0,4	0,3	0,2	-3,6	2,2
Consommation privée	0,2	-0,4	-0,4	-0,8	-0,4	0,0	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	-0,1	-1,0	1,2
Consommation publique	0,4	0,5	0,7	0,7	0,1	1,0	0,6	0,0	0,1	0,5	0,2	0,2	2,3	2,0	1,1
Investissement	-0,3	-1,0	-1,9	-4,6	-8,3	-2,9	-0,7	-0,1	-0,2	1,4	0,9	0,9	-3,2	-14,9	0,4
Exportations	1,2	0,9	-0,9	-7,4	-10,9	0,6	4,2	4,0	2,7	2,9	2,2	1,9	3,0	-12,9	12,0
Importations	0,5	-1,4	0,2	-3,9	-10,7	-3,4	4,1	2,5	2,9	2,6	2,0	1,4	-1,1	-13,5	9,6
Contributions à la croissance															
Demande intérieure hors stocks	0,2	-0,3	-0,5	-1,2	-1,7	-0,3	0,2	0,2	0,3	0,5	0,3	0,2	-0,1	-3,0	1,1
Variations de stocks	0,0	-0,2	0,1	0,1	-0,8	-0,3	0,2	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,7	1,0
Extérieur	0,1	0,4	-0,3	-0,7	0,1	0,7	-0,1	0,2	-0,2	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,2

Prévision

Source : instituts statistiques nationaux, FMI, calculs Insee

s'atténueraient. Enfin, en Allemagne et aux États-Unis, les dépenses d'investissement public supplémentaires prévues en 2009 ont pris du retard et devraient encore soutenir l'activité en 2010. Toutefois, ces dépenses supplémentaires pourraient être compensées par la réduction d'autres dépenses, notamment dans certains États américains qui éprouvent des difficultés à se financer.

Les plans de relance s'achèvent dans les autres économies avancées. En Espagne et au Royaume-Uni notamment, ils laissent place à des politiques restrictives dans le but d'assainir les finances publiques. Ainsi, le gouvernement espagnol a annoncé une hausse de 2 points de la TVA au 1^{er} juillet, une baisse des salaires dans la fonction publique ainsi qu'une réduction des dépenses publiques d'investissement. Au Royaume-Uni, après le relèvement du taux de TVA au 1^{er} janvier et la fin de la prime à la casse en mars, le nouveau gouvernement britannique met en place des mesures qui comprennent notamment une hausse de l'impôt sur le revenu et une réduction des dépenses publiques.

Au total, les mesures de relance perdraient progressivement en intensité à l'horizon de la fin 2010.

L'impulsion des grands pays émergents s'atténuerait...

Au premier trimestre, la croissance des grands pays émergents a de nouveau été très dynamique, notamment en Asie. Toutefois, elle se modérerait en fin d'année. Ainsi, les enquêtes auprès des directeurs d'achat signalent un repli du climat des affaires en Chine, à Taiwan et en Corée (cf. graphique 1), alors que les perspectives d'activité sont stables en Inde et en Russie. Cette modération traduirait des politiques

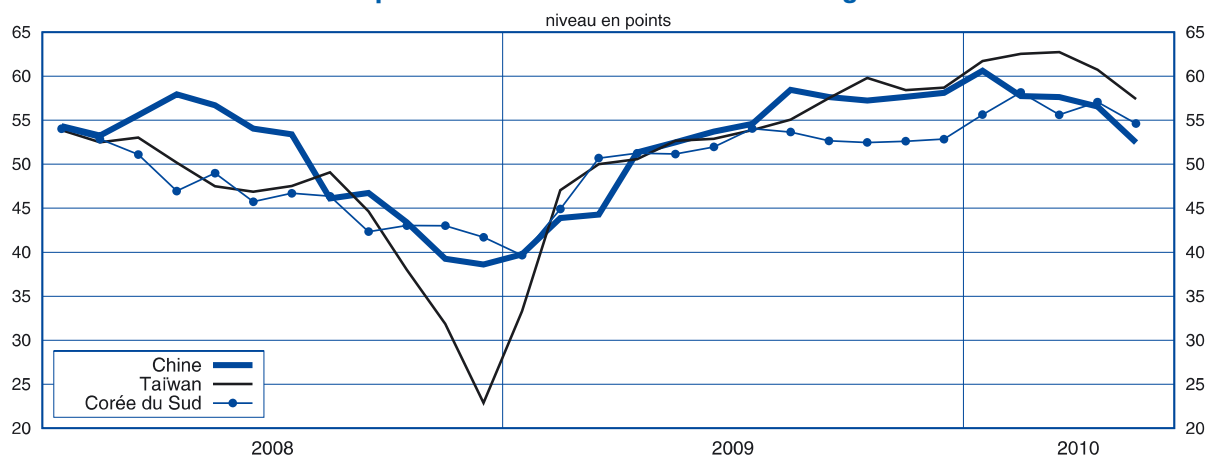
économiques moins expansionnistes qu'en 2009. D'une part, le soutien des mesures de relance se stabiliserait en Chine et s'affaiblirait en Inde et au Brésil. D'autre part, les autorités monétaires de ces trois pays ont pris des mesures pour rendre le crédit plus coûteux. La dépréciation récente de l'euro pourrait également peser sur la compétitivité, et donc sur la croissance de ces pays, fortement dépendants de leurs exportations. Au total, les importations des pays émergents ralentiraient progressivement à l'horizon de la prévision, tout en restant très dynamiques.

...et l'activité des économies avancées ralentirait

Dans la foulée d'un premier trimestre 2010 dynamique, la croissance des économies avancées serait de nouveau forte au deuxième trimestre (cf. tableau), comme le laisse attendre le climat des affaires. En avril et en mai, celui-ci s'inscrit à un niveau un peu supérieur à celui du premier trimestre, tant dans l'industrie que dans les services (cf. graphique 2). L'activité ralentirait toutefois progressivement au second semestre. La demande des ménages serait freinée par la fin des mesures de soutien au pouvoir d'achat. Et, l'impulsion des pays émergents s'atténuant, les exportations ralentiraient. En revanche, les entreprises accéléreraient légèrement leurs investissements, notamment grâce à la confirmation de la croissance des débouchés.

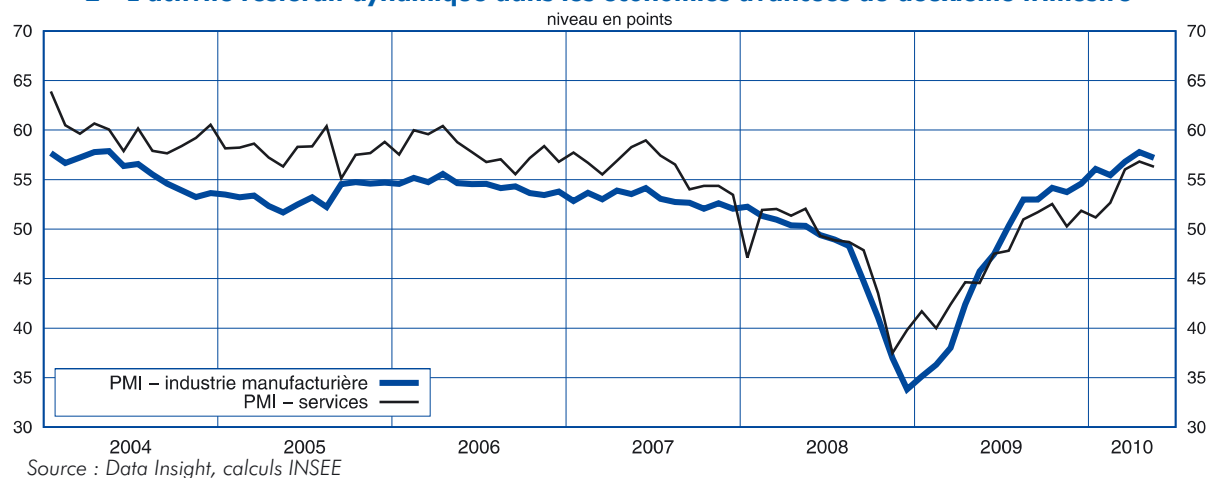
Au total, la croissance des économies avancées serait de 0,6 % au deuxième trimestre, puis de 0,4 % et 0,3 % aux troisième et quatrième trimestres. Avec le ralentissement de l'activité de ses principaux partenaires commerciaux, la demande mondiale adressée à la France ralentirait : +2,9 % au deuxième trimestre, puis respectivement +2,0 % et +1,4 % aux deux derniers trimestres de l'année. ■

1 - Repli du climat des affaires en Asie émergente



Source : Data Insight, calculs INSEE

2 - L'activité resterait dynamique dans les économies avancées au deuxième trimestre



Échanges extérieurs

Jusqu'à la fin 2010, les exportations resteraient dynamiques. Mais elles ralentiraient peu à peu, dans le sillage du commerce mondial et d'une demande européenne sans tonus. Elles seraient soutenues par la forte dépréciation de l'euro depuis le début de l'année, qui rendrait les produits français plus compétitifs. Sur l'ensemble de l'année, les exportations augmenteraient de 8,6 % après avoir chuté de 12,2 % en 2009.

Les importations progresseraient au même rythme au deuxième trimestre qu'au premier. Elles seraient toujours affectées par la stagnation de la consommation des ménages. Aux troisième et quatrième trimestres, les importations décélèreraient légèrement : elles bénéficieraient du redressement de la demande intérieure, mais seraient tirées vers le bas par le ralentissement des exportations. En 2010, les importations croîtraient de 6,2 % après avoir reculé de 10,6 % en 2009.

Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance resterait positive aux deuxième et troisième trimestres, puis serait légèrement négative au quatrième trimestre.

Les exportations seraient dynamiques en 2010

Au premier trimestre 2010, les exportations françaises de biens et services ont été très dynamiques, après un quatrième trimestre 2009 atone (+3,9 % après +0,4 %, cf. tableau). Tout d'abord, elles ont profité d'un environnement international porteur, avec notamment la bonne tenue des importations des pays émergents. De plus, elles ont été soutenues par le rebond des livraisons de grands contrats aéronautiques et navals après la contre-performance de la fin 2009. Ces livraisons expliquent une part importante de la variabilité des exportations ces quatre derniers trimestres.

À l'horizon de la fin de l'année, les exportations totales resteraient très dynamiques, dans le sillage des exportations de produits manufacturés, même si leur rythme s'essouffle (+2,4 % au deuxième trimestre puis +2,1 % et +1,5 % aux derniers trimestres 2010). En effet, dans la deuxième partie de l'année 2010, le commerce mondial retournerait vers une croissance moyenne, après un fort rebond au second semestre 2009, prolongé au premier semestre 2010⁽¹⁾. En outre, la demande des pays

(1) Le commerce mondial a renoué avec la croissance au 2^e trimestre 2009 (+0,7 % pour les échanges de biens, d'après le *Centraal planbureau* néerlandais). Il a fortement accéléré jusqu'à la fin de l'année 2009 (+4,2 % puis +6,0 % aux 3^e et 4^e trimestres), soutenu par le dynamisme des pays émergents, notamment asiatiques. Au 1^{er} trimestre 2010, le commerce mondial est resté encore très dynamique (+5,3 %).

Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles								Variations annuelles		
	2009				2010				2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Exportations											
Ensemble des biens et services	-7,7	0,2	1,7	0,4	3,9	2,4	2,1	1,5	-0,8	-12,2	8,6
Produits manufacturés (67 %*)	-9,9	1,4	3,7	1,3	5,2	3,5	3,0	2,0	-2,0	-14,1	13,6
Importations											
Ensemble des biens et services	-6,0	-3,0	0,2	2,6	2,0	2,0	1,7	1,6	0,3	-10,6	6,2
Produits manufacturés (66 %*)	-7,2	-3,3	1,4	5,3	4,2	2,8	2,7	2,5	-0,1	-13,0	12,6
Contribution du commerce extérieur au PIB	-0,3	0,9	0,4	-0,6	0,4	0,1	0,1	-0,1	-0,3	-0,2	0,4

Prévision

* Part des exportations (resp. importations) de produits manufacturés dans les exportations (resp. importations) totales en 2009.

Source : Insee

développés resterait faible sur l'ensemble de l'année. Par conséquent, la demande mondiale adressée à la France se modérerait jusqu'à la fin 2010. Cependant, la forte dépréciation de l'euro depuis début 2010 rend les produits français plus compétitifs. Elle soutiendrait donc les exportations manufacturières, et ce particulièrement en fin d'année (cf. graphique 1).

Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires, en forte hausse depuis deux trimestres, reviendraient à leur croissance moyenne jusqu'à la fin de l'année. Les exportations énergétiques ont rebondi au premier trimestre après leur chute exceptionnelle fin 2009. Elles ralentiraient au deuxième trimestre puis stagneraient. Enfin, les ventes de services se redresseraient progressivement tout au long de l'année.

Ainsi, en 2010, après leur fort recul l'année dernière, les exportations totales rebondiraient nettement (+8,6 % après -12,2 % en 2009).

Les importations poursuivraient leur hausse

Au premier trimestre 2010, les importations françaises de biens et services ont légèrement décéléré (+2,0 % après +2,6 % au quatrième trimestre 2009, cf. tableau). Ce ralentissement provient des produits manufacturés, et plus particulièrement de l'automobile. En effet, la réduction de la prime à la casse au 1^{er} janvier 2010 a pesé sur les achats automobiles des ménages et donc les importations, après les fortes hausses du quatrième trimestre

2009. Hors automobile toutefois, les importations de produits manufacturés sont restées plutôt dynamiques au premier trimestre.

À l'horizon de la fin 2010, la croissance des importations totales se stabiliserait (+2,0 % au deuxième trimestre puis +1,7 % et +1,6 % aux troisième et quatrième). Les importations de produits manufacturés continueraient de ralentir au deuxième trimestre (+2,8 % après +4,2 % début 2010), du fait de la stagnation de la consommation et du ralentissement des exportations⁽²⁾ (cf. graphique 2). Leur croissance se stabiliserait ensuite jusqu'à la fin de l'année, dans la mesure où le redressement de la consommation et de l'investissement compenserait la décélération des exportations. La dépréciation de l'euro favoriserait également une certaine modération des importations, en fin d'année notamment.

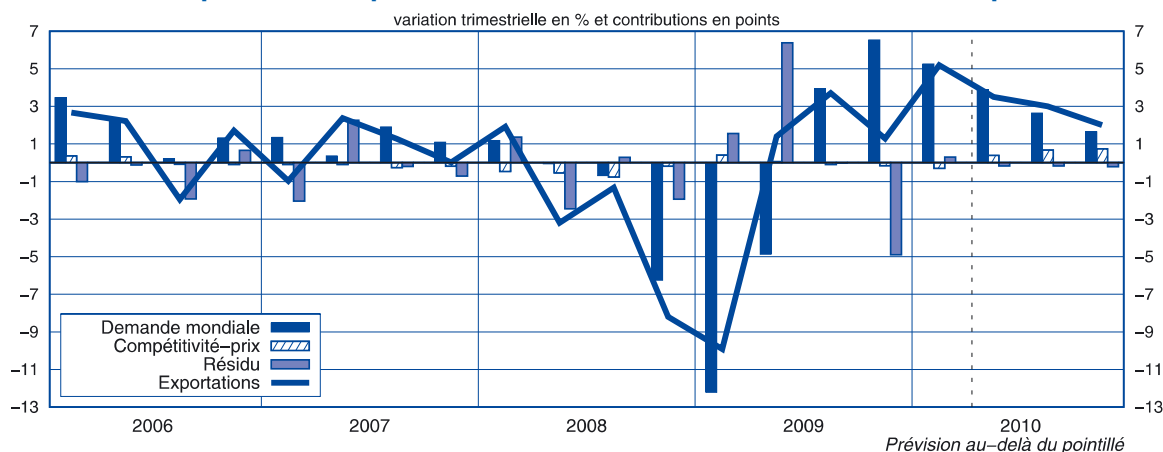
Les importations de produits agricoles et agroalimentaires progresseraient modestement jusqu'à la fin de l'année, après un premier trimestre atone. Les importations de produits énergétiques rebondiraient au deuxième trimestre puis resteraient stables en fin d'année. Enfin, la baisse des importations de services s'atténuerait progressivement en 2010.

Sur l'ensemble de l'année 2010, les importations totales seraient dynamiques, après leur chute exceptionnelle en 2009 (+6,2 % après -10,6 %).

Au total, la contribution comptable du commerce extérieur à la croissance serait légèrement positive aux deuxième et troisième trimestres 2010. Puis, avec le ralentissement des exportations, elle serait légèrement négative au quatrième trimestre. ■

(2) Via le contenu en importations des exportations.

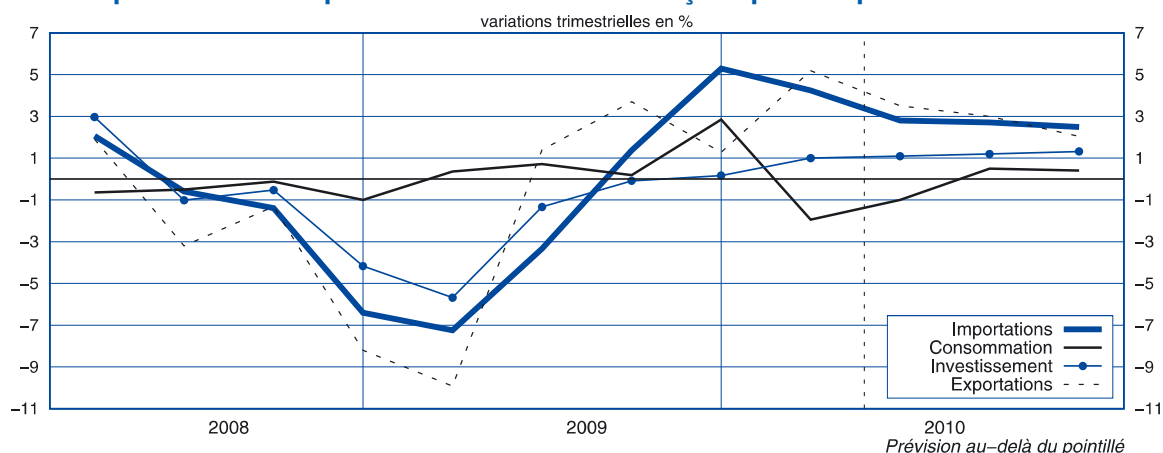
1 - Exportations de produits manufacturés et contributions économétriques



Note de lecture : la courbe représente la croissance trimestrielle des exportations en produits manufacturés en volume. Celle-ci est modélisée par une relation économétrique faisant intervenir la demande mondiale, le taux de change effectif réel de la France (indicateur de compétitivité-prix) et une tendance temporelle dont la contribution, constante, n'est pas reportée ici. Les barres représentent les contributions de chacune de ces variables au taux de croissance des exportations manufacturières, ainsi que celle du résidu de l'équation économétrique. Par exemple, au premier trimestre 2010, les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 5,2 % : l'impact de la demande mondiale est évalué à 5,2 points, celui de la compétitivité-prix à -0,3 point. Le résidu contribue à hauteur de +0,3 point.

Source : Insee

2 - Importations et composantes de la demande française pour les produits manufacturés



Source : Insee

Éclairage - Quels effets de la baisse récente de l'euro ?

Depuis la fin de l'année 2009 et parallèlement aux tensions apparues sur les marchés européens des dettes souveraines, la monnaie européenne n'a cessé de se déprécier, non seulement face au dollar, mais aussi face au yen et au yuan. Cette dépréciation doit être quelque peu relativisée car l'euro avait préalablement fortement monté entre février et novembre 2009. S'il restait aux alentours du niveau atteint début juin, ce qui est notre hypothèse conventionnelle (cf. fiche Marchés Financiers), l'activité en zone euro en bénéficierait en 2010. En effet, la dépréciation d'une monnaie, en renchérissant les produits importés et en améliorant la compétitivité des exportations, permet de soutenir l'activité.

Les mécanismes de diffusion à l'ensemble de l'économie sont complexes et peuvent être appréhendés par un modèle macroéconométrique bouclé. Sous l'hypothèse d'une stabilisation du taux de change sur les deux derniers trimestres de 2010, la croissance des exportations serait soutenue à hauteur de 1,6 point en 2010 et l'activité le serait à hauteur de 0,5 point selon les simulations réalisées à partir du modèle Mésange. Ces chiffres doivent cependant être considérés comme de simples ordres de grandeurs étant donné l'importance des incertitudes inhérentes à ce type de modèle mais aussi à celles qui entourent encore la situation économique actuelle.

L'euro s'est fortement déprécié face aux principales monnaies sur la première partie de 2010

La devise européenne a fortement baissé par rapport aux autres principales monnaies, en lien avec la montée des tensions sur les dettes souveraines en zone euro, notamment dans les pays du contour méditerranéen (Grèce en premier lieu, puis Portugal et Espagne) et en Irlande : entre novembre 2009 et mai 2009, l'euro a perdu près de 16 % par rapport au dollar et au yuan et près de 13 % par rapport au yen. Début juin, l'euro était toujours orienté à la baisse face à ces monnaies. Il s'est par contre nettement moins déprécié par rapport à la livre, qui a également pâti des craintes des marchés financiers sur la situation budgétaire britannique. La

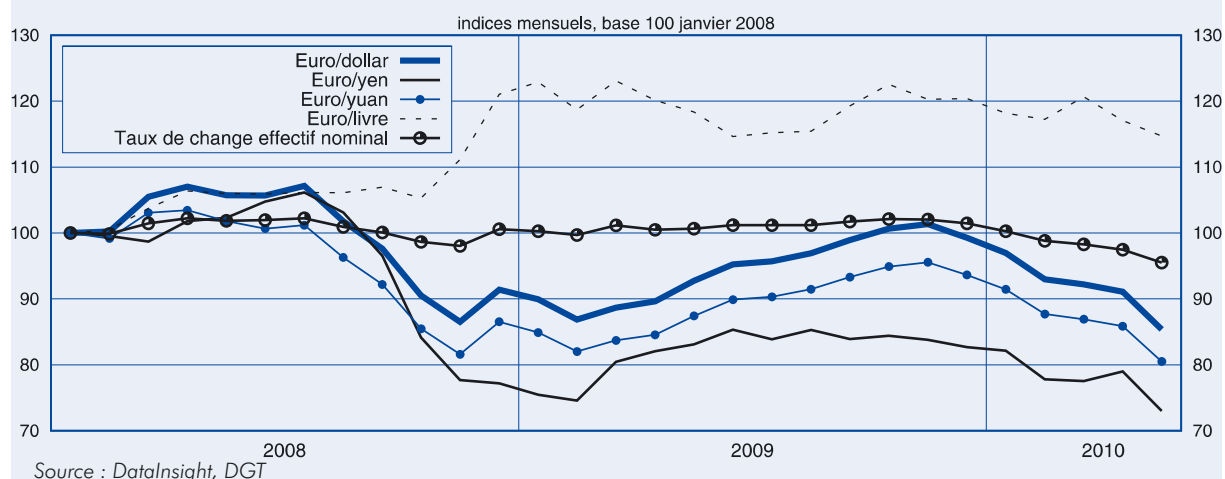
baisse de l'euro ces derniers trimestres doit cependant être relativisée au vu de l'appréciation de la monnaie entre février et novembre 2009 (cf. graphique). Ainsi, le taux de change euro/dollar en mai est inférieur de seulement 1,7 % au taux moyen de février 2009.

Afin de prendre en compte les différences de variations d'une parité à l'autre et l'importance des échanges multilatéraux, il est usuel de résumer ces informations via un indicateur composite. Ainsi, pour analyser les effets des variations de change sur les exportations, on utilise le taux de change effectif nominal (TCEN) : celui-ci tient compte des différentes parités, de la structure des exportations françaises et de la concurrence sur les différents marchés à l'exportation (cf. [1]). Dans la mesure où une grande partie des concurrents de la France sont en zone euro, donc avec la même devise, le TCEN est par nature moins volatil que les taux de change. Cependant, il a tout de même baissé d'un peu plus de 6 % entre novembre 2009 et mai 2010.

Les effets d'une dépréciation sur les échanges extérieurs : effets prix et effets volumes

La dépréciation d'une monnaie agit directement sur le prix des biens échangés : elle renchérit les importations tandis qu'elle améliore la compétitivité des exportations. Elle pèse donc sur les volumes d'importations et soutient les volumes d'exportations. L'effet de la dépréciation sur les échanges en valeur peut donc être ambigu, selon que l'effet prix ou l'effet volume l'emporte. L'effet sur la balance commerciale est traditionnellement abordé via la courbe en J : l'impact est plus progressif sur les volumes échangés que sur les prix. Ainsi, en premier lieu, le renchérissement des importations vient dégrader la balance commerciale, même si en volume, les exportations se redressent et que les importations sont pénalisées. L'effet prix domine à court terme. Mais peu à peu, l'amélioration de la compétitivité favorise la hausse des volumes exportés : l'effet volume prédomine alors et la balance commerciale s'améliore.

Principales parités avec l'euro et taux de change effectif nominal



Les effets des variations de taux de change sont de plus compliqués par quatre phénomènes.

- À court terme, les effets prix peuvent être limités par les mécanismes de couverture de change.
- Toujours à court terme, les volumes peuvent être relativement inélastiques (livraisons décidées longtemps à l'avance par exemple).
- Les effets de variations de change dépendent des comportements de marge des entreprises.
- Enfin, une qualité plus grande des produits, une meilleure image de marque peuvent rendre les échanges moins sensibles aux variations de change.

L'impact d'une dépréciation est positif pour l'activité

À travers son impact direct sur les échanges extérieurs et les prix, une dépréciation a des conséquences sur l'ensemble de l'économie (cf. [1] pour une analyse plus poussée des effets de variations de change dans le cadre d'une appréciation). Son impact apparaît globalement positif (cf. *infra*), mais elle met en œuvre des mécanismes complexes qui peuvent également engendrer des effets négatifs : le renchérissement des importations affecte, via les prix des consommations intermédiaires, les coûts de production des entrepreneurs. Ceci peut provoquer un tassement de leurs marges et dégrader leur situation financière, ce qui pèse sur l'investissement, s'ils ne réajustent pas leurs prix de vente rapidement, ou renforcer l'inflation s'ils le font, et ainsi pénaliser la consommation des ménages. De même, la diffusion de la hausse des prix d'importation aux prix de la consommation, si elle n'est pas suivie d'un réajustement des salaires, ampute le pouvoir d'achat des ménages et pénalise leur consommation.

Afin de prendre en compte l'ensemble de ces mécanismes dans un cadre cohérent, des simulations ont été réalisées à l'aide du modèle macroéconométrique Mésange (cf. [2] pour une description). Les résultats sont reproduits dans le ta-

bleau : les simulations issues du modèle en tenant compte de la dépréciation progressive depuis le quatrième trimestre 2009 sont comparées au scénario de référence sans variation du taux de change. Ces résultats doivent cependant être pris avec précaution et considérés comme de simples ordres de grandeur. En effet, au-delà de l'imprécision inhérente à ce type de modèle, cette simulation ne tient pas compte du fait que l'on est encore dans une période de forte instabilité économique. Il s'agit de l'analyse de l'impact de la dépréciation *toutes choses égales par ailleurs* : elle ne tient pas compte en particulier des variations du prix du pétrole. Enfin, elle ne prend pas en compte la précédente appréciation de l'euro, entre février et novembre 2009 : ainsi, l'euro a beaucoup baissé depuis novembre mais son niveau par rapport au dollar est juste un peu plus faible que le niveau de février 2009.

Au total, sous l'hypothèse d'un maintien du taux de change euro/dollar autour de 1,20 sur la fin de l'année, la dépréciation de l'euro soutiendrait la croissance à hauteur de 0,5 point en 2010. L'effet serait de l'ordre de 0,2 point sur la croissance des trois premiers trimestres. Les exportations seraient fortement soutenues (+1,6 point), tandis que les importations progresseraient dans le sillage des exportations, malgré les effets négatifs de la dépréciation. Enfin, l'inflation en moyenne annuelle serait poussée à la hausse de 0,5 point en 2010. ■

Bibliographie

[1] **Cachia F.** (2008), « Les effets de l'appréciation de l'euro sur l'économie française », dossier de la *Note de conjoncture*, juin, Insee, pp 31-47.

[2] **Klein C. et Simon O.** (2010), « Le modèle MÉSANGE réestimé en base 2000. Tome 1 - Version avec volumes à prix constants », *document de travail Insee* n° G2010/03 et *Direction générale du Trésor* n° 2010/02, mars 2010.

Effets estimés en France de la dépréciation récente de l'euro*

écart en évolution par rapport au scénario central, en points

Impact sur :	Trimestre				Année
	T1 2010	T2 2010	T3 2010	T4 2010	2010
PIB	0,2	0,2	0,1	0,1	0,5
Exportations	0,7	0,8	0,6	0,2	1,6
Importations	0,3	0,2	0,0	-0,1	0,5
Niveau des prix	0,2	0,3	0,2	0,1	0,5

(*) Le choc consiste en une baisse du taux de change effectif nominal de 2,7 %, 3 % et 1,5 % aux trois premiers trimestres de 2010 et une stabilisation par la suite.

Note de lecture : la croissance du PIB serait soutenue à hauteur de 0,2 point aux deux premiers trimestres de 2010. De la même façon, l'inflation trimestrielle serait relevée de 0,2 point et 0,3 point aux deux premiers trimestres. L'inflation en moyenne annuelle serait relevée de 0,5 point en 2010.

Source : variante effectuée à partir du modèle MÉSANGE par le département des études économiques d'ensemble, Insee

Pétrole

D'ici à la fin 2010, le marché pétrolier serait proche de l'équilibre. Le prix du baril de pétrole fluctuerait par conséquent autour de son niveau observé récemment, soit 75 \$ le baril.

Un marché pétrolier légèrement excédentaire au 2^e trimestre...

Au deuxième trimestre, le marché pétrolier serait légèrement excédentaire (+300 000 barils par jour ; bpj), mais un peu moins qu'au premier trimestre. La production mondiale de pétrole reculerait de 200 000 bpj pour s'établir à 86,4 millions bpj. À l'inverse, la demande mondiale⁽¹⁾ augmenterait de 100 000 bpj pour atteindre 86,1 millions bpj. La hausse de la demande des pays émergents, notamment de la Chine, serait atténuée par la baisse de la consommation des pays de l'OCDE au sortir de l'hiver. Ainsi, aux États-Unis, la demande de pétrole a diminué en avril et les stocks américains de pétrole brut ont augmenté.

... puis à l'équilibre au 2^d semestre

Au deuxième semestre, le marché pétrolier serait globalement proche de l'équilibre : il serait déficitaire au troisième trimestre puis excédentaire au quatrième.

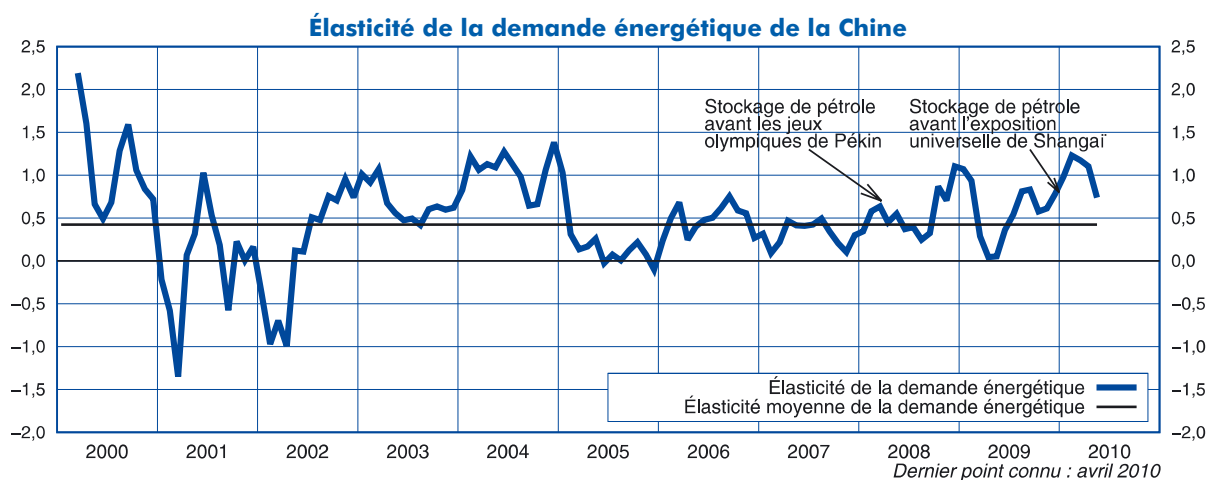
Plus précisément, au troisième trimestre, le marché deviendrait déficitaire de 500 000 bpj. L'offre mondiale resterait stable tandis que la demande

mondiale augmenterait de 800 000 bpj du fait principalement de la hausse saisonnière de la demande dans les pays de l'OCDE.

Au quatrième trimestre, le marché pétrolier deviendrait excédentaire de 300 000 bpj. D'une part, l'offre augmenterait fortement (+1,1 million de bpj) dans les pays de l'OCDE, avec la remise en service des plateformes pétrolières : leur entretien se déroule chaque troisième trimestre, principalement au Canada et en mer du Nord. D'autre part, la demande mondiale augmenterait seulement de 300 000 bpj. En effet, l'augmentation de la demande dans les pays de l'OCDE serait en partie compensée par la baisse de la demande dans les pays émergents. La demande d'énergie resterait soutenue en Chine mais elle se replierait au Moyen-Orient, après une forte consommation en été (climatisation notamment).

À l'horizon de la prévision, le prix du pétrole fluctuerait autour de son niveau observé récemment, soit 75 \$ le baril de Brent (cf. tableau de la vue d'ensemble). Ce prix pourrait être plus élevé si la croissance économique des pays développés était plus dynamique que prévu. Il pourrait surprendre à la baisse si l'intensité énergétique de la Chine, très élevée au cours des derniers mois, se repliait (cf. graphique). ■

(1) On désigne traditionnellement par demande de pétrole la demande finale, c'est-à-dire hors stocks ; l'ajustement entre l'offre et cette demande passe donc par des variations de stocks.



Note de lecture : l'élasticité de la demande énergétique est calculée comme le ratio entre les glissements annuels de la consommation d'énergie (y compris les stocks) et de la production industrielle. Lorsque l'élasticité de la demande énergétique chinoise est au-dessus de sa moyenne de long terme, la Chine consomme ou, plus probablement, stocke plus de pétrole que ce que laisse attendre l'évolution de la production industrielle.

Source : Data Insight, calculs Insee

Prix à la consommation

D'ici la fin de l'année 2010, l'inflation « sous-jacente » remonterait. Les perspectives de rebond de l'activité mondiale ont soutenu courant 2009 les prix des matières premières, et en particulier du pétrole. Ces augmentations se diffuseraient progressivement aux autres produits via les coûts de production. Par ailleurs, la dépréciation de l'euro renforcerait l'inflation « sous-jacente » via une hausse des prix des produits importés. Néanmoins, le taux de chômage toujours élevé, qui induit une modération des salaires, et la faiblesse de la demande tempèreraient cette hausse de l'inflation « sous-jacente ».

L'inflation d'ensemble augmenterait légèrement, jusqu'à 1,7 % en juillet 2010, puis se stabiliserait autour de 1,6 % sur le reste de l'année. Sur l'ensemble de 2010, elle atteindrait +1,6 % en moyenne.

Une inflation « sous-jacente » à la hausse, une inflation totale stable

Au second semestre 2010, l'inflation « sous-jacente », hors effet de la TVA dans la restauration, se redresserait progressivement (cf. graphique 1). L'inflation « sous-jacente » est mesurée en retirant à l'indice d'ensemble les prix de l'énergie, des produits frais, les tarifs publics et en corrigeant des mesures fiscales. Les hausses des prix des matières premières et du pétrole se diffuseraient progressivement via les coûts de production, tandis que la dépréciation de l'euro renforcerait la hausse de

l'inflation « sous-jacente » par le canal des prix des produits importés. Néanmoins, la faiblesse de la demande et le niveau élevé du chômage, facteur de modération salariale, continueraient de freiner les prix.

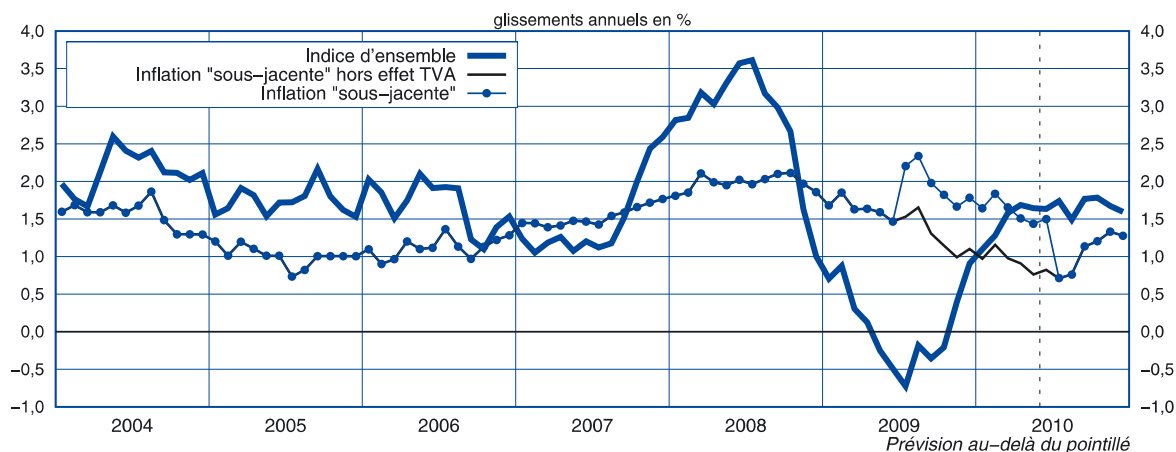
Ces déterminants économiques se doubleraient d'un facteur plus ponctuel : la baisse de la TVA dans la restauration à table appliquée au 1^{er} juillet 2009 sortira du glissement annuel des prix. Cette baisse n'ayant pas été répercutée immédiatement et intégralement au mois de juillet dernier, l'inflation sous-jacente avait remonté (car celle-ci est calculée hors mesures fiscales). Un an plus tard, en juillet 2010, l'inflation sous-jacente chutera mécaniquement. Au total, l'inflation « sous-jacente » atteindrait 1,3 % en glissement annuel en décembre 2010.

L'inflation d'ensemble augmenterait légèrement, jusqu'à 1,7 % en juillet 2010, puis se stabiliserait autour de 1,6 % sur le reste de l'année.

L'inflation des produits manufacturés augmenterait légèrement au second semestre 2010

Les prix des produits manufacturés croîtraient légèrement en glissement annuel : +0,1 % en décembre 2010, après -0,3 % en mai 2010 (cf. tableau). La dépréciation de l'euro soutiendrait l'inflation des produits manufacturés, notamment à travers le renchérissement des produits importés

1 - Prix à la consommation en France



Source : Insee

(cf. éclairage). De même, la hausse des prix de l'énergie et des matières premières entraînerait une hausse des prix de production. Néanmoins, la modération des coûts salariaux et le faible niveau des taux d'utilisation des capacités contribueraient à modérer l'inflation dans ce secteur.

Avec une hypothèse de baril de Brent à 75\$ stable en prévision, cette baisse de l'inflation s'expliquerait par les sorties de glissement des différentes hausses de prix intervenues au cours du second semestre de 2009.

L'inflation des services serait en légère augmentation

L'inflation des services augmenterait légèrement, à 1,4 % en juin et jusqu'à 1,6 % en décembre. En glissement annuel, les prix des services de santé se redresseraient en juin, et retourneraient ensuite vers une tendance moyenne. L'inflation des services remonterait jusqu'en décembre sous l'effet notamment de l'accélération des prix dans le secteur des services d'hébergement. Toutefois, le niveau encore élevé du chômage continuerait de peser sur les salaires, ce qui contribuerait à modérer les prix des services. En outre, les mesures spécifiques visant à faire baisser les prix dans le secteur des services de télécommunication commenceraient à produire leurs effets aux mois d'août et septembre.

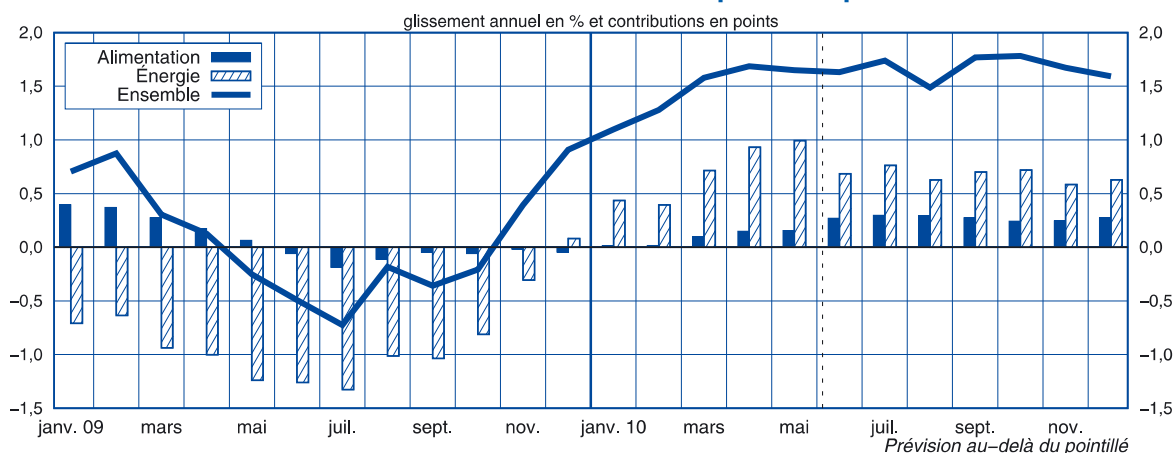
L'inflation énergétique diminuerait

Dans l'énergie, le glissement annuel des prix reviendrait à 9,5 % en juin, après 13,7 % en mai. Il diminuerait ensuite à 8,7 % en décembre 2010.

L'inflation des produits alimentaires se stabiliserait au second semestre 2010

Le glissement annuel des prix de l'alimentation augmenterait jusqu'à 1,8 % en juillet 2010 puis se stabiliserait peu ou prou. Cet hiver, des conditions climatiques très rigoureuses ont réduit la production et rendu les conditions d'acheminement plus difficiles. En conséquence, les prix des produits frais ont augmenté bien au-dessus des normales saisonnières. D'ici la fin de l'année, les prix des produits frais devraient retrouver progressivement des niveaux plus habituels. En outre, les prix de l'alimentation hors produits frais remonteraient légèrement en décembre 2010 sous l'effet de la hausse des prix des matières premières alimentaires. ■

2 - L'inflation en France : contributions des postes les plus volatils



Les prix à la consommation

évolutions en % et contributions en points

Regroupements IPC* (pondérations 2010)	décembre 2009		mai 2010		juin 2010		décembre 2010		Moyennes annuelles	
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2009	2010
Alimentation (16,25 %)	-0,3	0,0	0,9	0,2	1,6	0,3	1,7	0,3	0,4	1,2
<i>dont : produits frais (1,95 %)</i>	-2,1	0,0	7,0	0,1	11,9	0,2	9,4	0,2	-4,2	8,6
<i>hors produits frais (14,30 %)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	1,0	0,0
Tabac (1,75 %)	6,0	0,1	5,8	0,1	5,8	0,1	0,0	0,0	1,4	5,0
Produits manufacturés (31,1 %)	-0,1	0,0	-0,3	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Énergie (7,3 %)	1,1	0,1	13,7	1,0	9,5	0,7	8,7	0,6	-12,0	9,4
<i>dont : produits pétroliers (4,28 %)</i>	3,6	0,2	20,3	0,9	12,8	0,5	12,4	0,5	-19,1	14,4
Services (43,6 %)	1,9	0,8	1,2	0,5	1,4	0,6	1,6	0,7	2,3	1,5
<i>dont : loyers-eau (7,59 %)</i>	2,4	0,2	1,9	0,1	1,9	0,1	1,8	0,1	2,8	2,0
<i>services de santé (5,21 %)</i>	0,9	0,0	0,5	0,0	0,7	0,0	1,0	0,1	0,8	0,9
<i>transports-communications (5,33 %)</i>	0,6	0,0	-1,1	-0,1	-0,3	0,0	0,0	0,0	1,7	-0,1
<i>autres services (25,47 %)</i>	2,2	0,6	1,7	0,4	1,7	0,4	1,9	0,5	2,5	1,8
Ensemble IPC (100 %)	0,9	0,9	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	0,1	1,6
Ensemble hors énergie (92,7 %)	0,9	0,8	0,8	0,7	1,0	1,0	1,0	1,0	1,2	1,0
Ensemble hors tabac (98,25 %)	0,8	0,8	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6	1,6	0,1	1,5
Inflation «sous-jacente» (62,6 %)⁽¹⁾	1,8	1,1	1,4	0,9	1,5	0,9	1,3	0,8	1,8	1,3
Ensemble IPCH*	1,0	1,0	1,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,7	0,1	1,7

■ Prévvision

ga : glissement annuel.

cga : contribution au glissement annuel.

* Indice des prix à la consommation (IPC) harmonisé (IPCH).

(1) Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

Éclairage - Les économies avancées entre inflation et déflation : l'importance de l'ancrage des anticipations d'inflation

Depuis 2008, les fluctuations de l'inflation se sont nettement accrues, après une décennie où elles avaient été exceptionnellement modérées. Au pic d'inflation de la mi-2008 a succédé un recul de l'inflation début 2009, lié à la récession économique. Ce contexte dépressif a entraîné une chute des prix énergétiques, en même temps que l'inflation sous-jacente s'est modérée dans l'ensemble des économies avancées.

Ces économies se trouvent ainsi actuellement dans une situation paradoxale. D'un côté, elles sont confrontées à des pressions désinflationnistes en général d'origine interne (déficit de demande), conduisant dans certains pays à une situation de déflation (Japon, Irlande) ou de quasi-déflation (Espagne). D'un autre côté, le rebond du prix des matières premières depuis plus d'un an fait mécaniquement monter l'inflation d'ensemble et risque de se transmettre aux autres prix. Face à une telle incertitude et au risque d'évolutions auto-entretenues, dans un sens comme dans l'autre, le fait que les anticipations d'inflation soient ancrées ou pas s'avère crucial pour la dynamique de l'inflation.

Du risque de déflation...

Début 2008, la flambée des prix des matières, et particulièrement du pétrole, a engendré une poussée généralisée d'inflation. Puis, le retournement a été brutal à partir de l'été 2008. En effet, avec l'entrée en crise de l'économie mondiale, la demande a chuté, provoquant l'effondrement des prix des matières premières et surtout du pétrole, et le repli de l'inflation sous-jacente. Au total, le glissement annuel des prix à la consommation est devenu négatif dans la plupart des économies avancées à l'été 2009 (cf. graphique 1), ce qui a fait surgir un risque de déflation.

Ces craintes d'une entrée en déflation étaient alimentées par plusieurs facteurs. En premier lieu, des doutes étaient apparus quant à la solidité du système financier, tout particulièrement après la faillite de Lehman Brothers. En outre, par son ampleur et son caractère synchrone, cette crise

n'était également pas sans rappeler la crise de 1929, qui s'était soldée par une entrée en déflation. Des taux d'intérêt historiquement bas faisaient aussi craindre une situation de trappe à liquidités, et une incapacité des politiques monétaires à lutter efficacement contre la déflation⁽¹⁾. Enfin, le rapprochement avec le précédent de la crise japonaise des années 1990 suscitait des inquiétudes.

La déflation, baisse durable et généralisée des prix

La déflation se définit comme une baisse durable et généralisée des prix. Dans les temps anciens où les moyens de paiement étaient étroitement dépendants de la monnaie mise en circulation par les États, la déflation pouvait être le résultat d'un accroissement de l'offre de biens et de services produits par l'économie, face à un stock de monnaie en circulation relativement rigide. Depuis un siècle toutefois, la déflation résulte plutôt d'un fléchissement brutal de la demande de biens et services face à une offre rigide à court terme, comme ce fut le cas aux États-Unis pendant la Grande Dépression et au Japon après 1998.

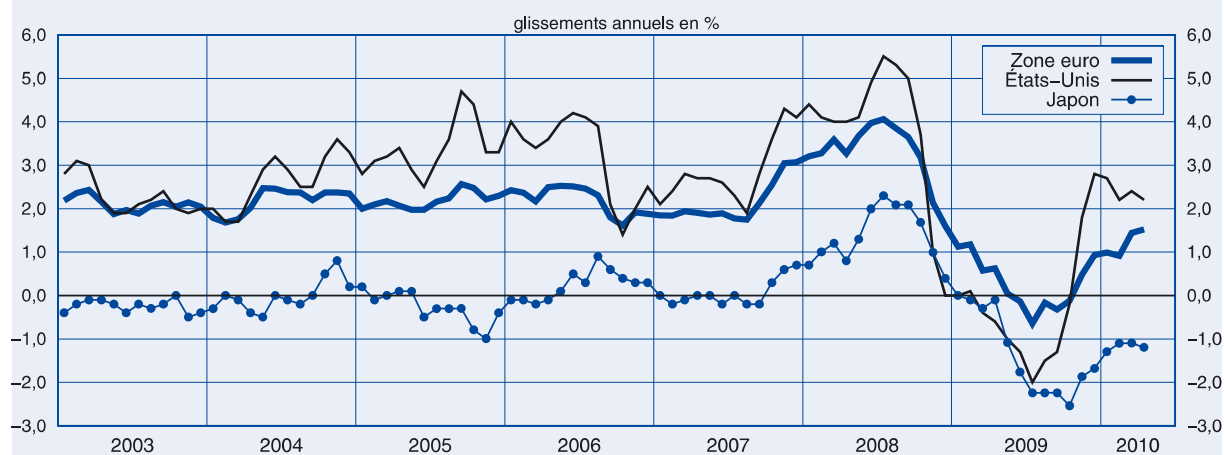
La déflation s'autoalimente et pèse sur l'activité

La déflation met en jeu deux spirales qui s'alimentent mutuellement.

- D'une part, la déflation déprime la demande. Lorsque que les prix sont orientés à la baisse, ménages et entreprises ont tout intérêt à épargner aujourd'hui pour bénéficier de prix plus bas demain. La baisse de la demande pèse alors sur les prix et les attentes de baisses de prix se réalisent. De plus, les anticipations de baisse de prix entraînent une baisse des salaires, ce qui accentue le recul de la demande.
- D'autre part, la baisse de la demande alimente la déflation. Elle met les entreprises en situation de surcapacité : pour vendre leur production, celles-ci doivent donc réduire leurs prix. En outre, la hausse du chômage qui résulte de la baisse de la demande limite le pouvoir de négociation des

(1) Il convient cependant de relativiser cette comparaison : la réponse des politiques économiques a été très différente de celle de 1929

1 - Passage de l'inflation en territoire négatif en 2009



Source : Insee

salariés et donc les hausses de salaires (effet dit « Phillips »). Cette modération salariale induite va également avoir tendance à peser sur les prix.

Les effets de la déflation peuvent se doubler d'un phénomène dit de « déflation par la dette ». Le recul des prix tire en effet vers le bas les profits des entreprises et les revenus des ménages. Par conséquent, le poids de la dette s'alourdit mécaniquement par rapport aux revenus et la situation financière des emprunteurs se fragilise. L'accès au crédit devient plus difficile et la demande de crédit baisse. De plus, lorsqu'un grand nombre d'emprunteurs fait défaut, la situation financière des banques elles-mêmes est fragilisée, conduisant à une baisse de l'offre de crédit. Au total, offre et demande de crédit diminuent, ce qui accentue le caractère récessif de la déflation.

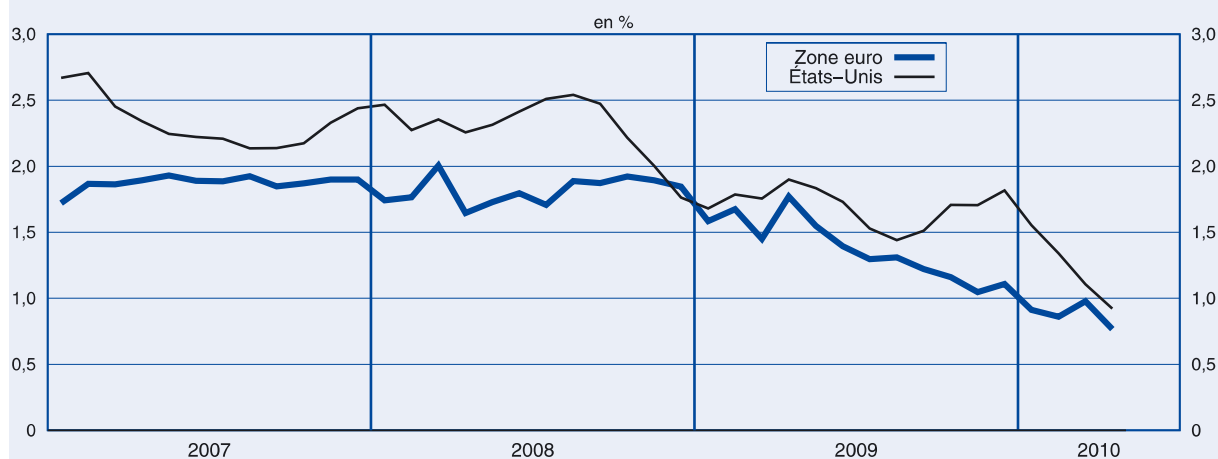
Une crise de l'ampleur de celle que nous venons de traverser laisse derrière elle un déficit de demande encore très important. C'est pourquoi, alors même que l'activité est repartie à la hausse depuis plusieurs trimestres, les pressions déflationnistes persistent dans les économies avancées. En témoigne la modération de l'inflation sous-jacente dans les économies avancées (cf. graphique 2).

...à la crainte d'une résurgence de l'inflation

2010 : le retour de l'inflation ? La flambée des matières premières soutient l'inflation et se diffuse à l'inflation sous-jacente

Toutefois, les craintes de déflation sont moins aiguës aujourd'hui. En effet, l'inflation est redevenue positive dans la quasi-totalité des pays avancés, avec la hausse depuis début 2009 des prix de l'énergie et des matières premières, soutenue notamment par le fort rebond des économies émergentes. Surtout, via les coûts de production, une telle hausse est susceptible de se diffuser progressivement à l'inflation sous-jacente. La flambée récente des matières premières pourrait ainsi être le signe avant-coureur d'une nouvelle poussée inflationniste.

2 - En zone euro et aux États-Unis, l'inflation sous-jacente s'est repliée pendant la récession et reste très modérée



Source : Eurostat, BLS, calculs Insee

Des effets d'hystérèse qui peuvent limiter les pressions déflationnistes

S'il est persistant et prononcé, un déficit de demande peut réduire de façon durable le potentiel d'activité de l'économie. Du fait de la faiblesse de la demande, certaines entreprises font faillite, d'autres réduisent leurs capacités de production : ex post les surcapacités se réduisent, faute d'équipements mobilisables. Par ailleurs, les personnes durablement privées d'emplois ont davantage de difficultés à se réinsérer sur le marché du travail (« hystérèse » du marché du travail), et le chômage « structurel » augmente. Ainsi, un déficit de demande durable peut se transformer in fine en une baisse du potentiel de production, et le déficit de demande se trouve de ce fait réduit ex post : les pressions déflationnistes sont de ce fait moins importantes.

Au total, la hausse récente de l'inflation apparaît principalement due aux prix de l'énergie alors que l'inflation sous-jacente reste modérée, les surcapacités toujours importantes et le taux de chômage élevé. Mais tant le risque inflationniste que déflationniste ne semblent pouvoir être écartés a priori.

L'ancrage des anticipations d'inflation : une assurance réelle mais pas intangible contre l'inflation et la déflation

L'ancrage des anticipations d'inflation protège a priori de l'inflation et de la déflation...

La formation des prix et des salaires fait intervenir les anticipations d'inflation. Lorsque les salariés négocient leurs salaires avec leur employeur, ils essaient d'en garantir le pouvoir d'achat. De même, lorsqu'un entrepreneur signe un contrat d'achat (ou de vente) sur une période de plusieurs mois voire de plusieurs années, il doit tenir compte de l'évolution future des prix et des salaires. Au total, les anticipations d'inflation des agents économiques ont une influence certaine sur l'évolution des prix et des salaires.

La question de la formation des anticipations d'inflation est alors centrale pour déterminer la dynamique des prix. Deux situations peuvent être envisagées :

- les agents se fondent sur l'observation de l'inflation passée pour former leurs anticipations (anticipations dites « adaptatives ») : les agents anticipent par exemple que l'inflation dans le futur sera ce qu'elle a été dans un passé récent. Dans ce cas, les anticipations sont dites « non ancrées ». Lorsque les anticipations n'ont pas d'ancrage, les phases de récession peuvent conduire à des spirales déflationnistes. Au démarrage de la récession, le déficit de demande se creuse et alimente une baisse de l'inflation. Cette baisse devient cumulative par le jeu des anticipations, et peut même s'amplifier (l'inflation baisse de plus en plus). Le taux de déflation ne se stabilise qu'une fois l'écart de production comblé, ce qui peut prendre du temps.
- les agents se fondent sur une référence particulière pour fonder leurs anticipations : par exemple sur la cible fixée par la banque centrale, lorsque celle-ci est jugée suffisamment crédible. Les anticipations sont alors considérées comme « ancrées ». Ici, même en cas de récession profonde, les agents anticipent que la politique monétaire pourra restaurer une remontée des prix. *A contrario*, en cas de choc inflationniste, les agents économiques considèrent que ses effets ne seront que temporaires. Cette cible joue donc comme un « attracteur » pour l'inflation : l'ancrage

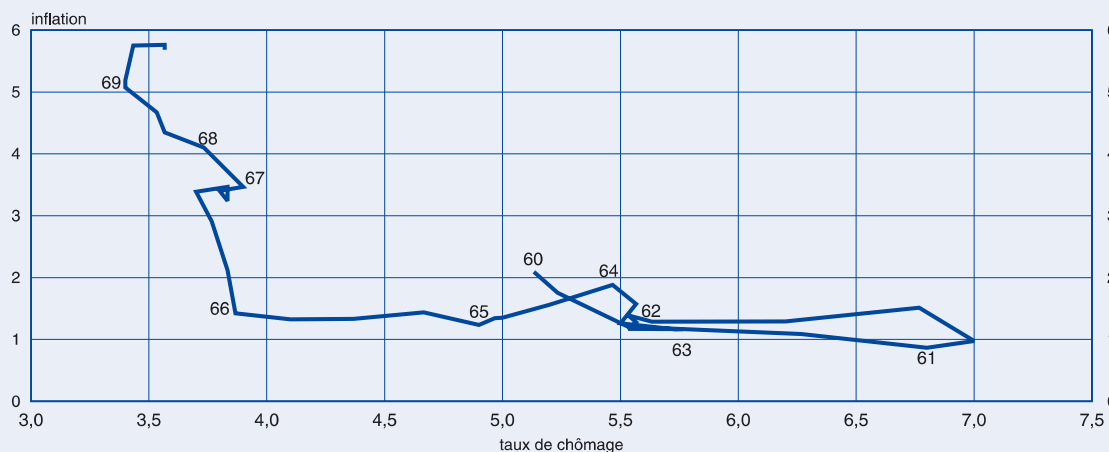
des anticipations d'inflation permet de limiter la baisse initiale de l'inflation et de casser la formation de spirales inflationnistes ou déflationnistes.

Une intuition du degré d'ancrage des anticipations : les courbes de Phillips

Lorsque les anticipations sont bien ancrées, l'inflation peut à court terme s'éloigner de sa cible : l'inflation dépend alors négativement du taux de chômage (relation de Phillips). Une telle relation, ou dilemme, entre le niveau d'inflation et le taux de chômage a été observée dans les années 1960 (cf. graphique 3).

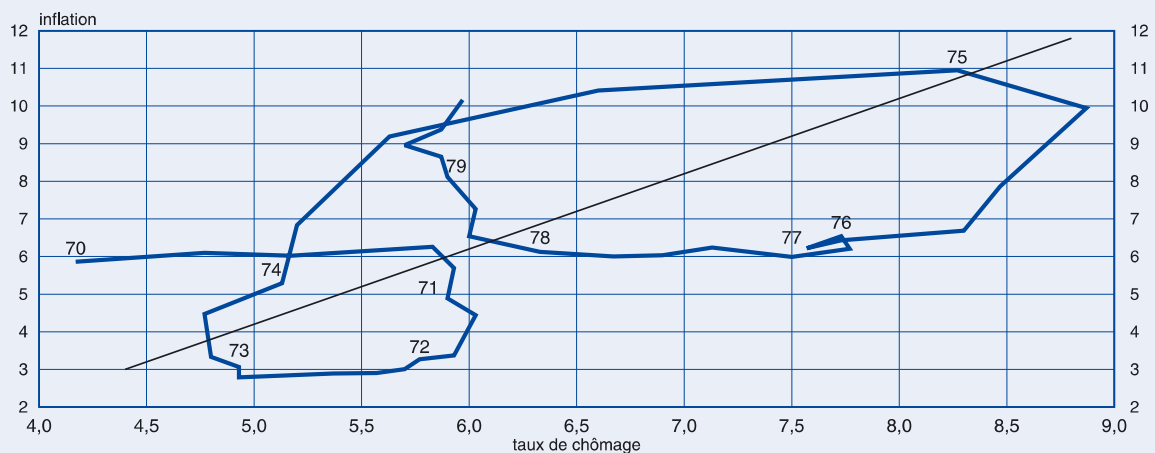
Toutefois, l'ancrage des anticipations n'est pas forcément constant dans le temps. Au milieu des années 1970, après plusieurs années d'inflation élevée, les salariés ont extrapolé les hausses de prix passées pour négocier leurs futurs salaires. Ainsi, les anticipations d'inflation ont progressivement perdu leur ancrage. Dans les années 1970, le dilemme inflation chômage a disparu (cf. graphique 4). Un niveau de chômage élevé a pu alors coexister avec une inflation élevée, et les économies avancées se trouver dans une situation de stagflation.

3 - La courbe de Phillips aux États-Unis dans les années 1960



Source : comptes nationaux américains

4 - La stagflation aux États-Unis dans les années 1970



Source : comptes nationaux américains

Un test de l'ancrage des anticipations

Le coût social et politique de la stagflation des années 1970 a poussé les autorités monétaires à mettre en œuvre des politiques de désinflation rigoureuses, en France et aux États-Unis notamment. Ces politiques monétaires ont permis d'ancrer les anticipations d'inflation des ménages et des entreprises.

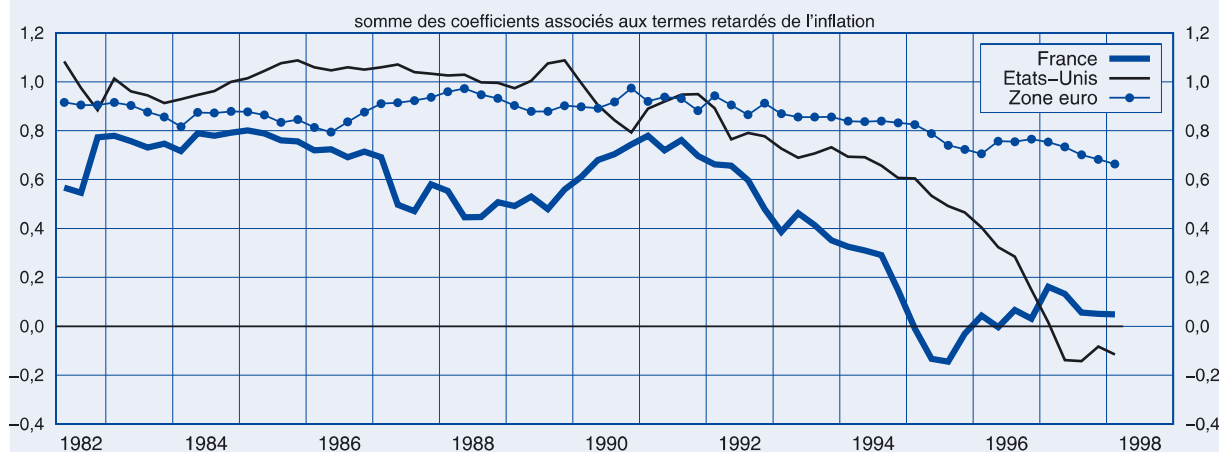
Afin d'évaluer le degré d'ancrage des anticipations d'inflation, nous estimons des courbes de Phillips en France, aux États-Unis et en zone euro. Celles-ci font dépendre l'inflation courante de l'inflation retardée, éventuellement de plusieurs trimestres, et, négativement, du taux de chômage. Un test d'ancrage des anticipations peut être mené à partir du coefficient de l'inflation retardée qui ressort de cette estimation : si celui-ci est proche de 1, l'inflation est un processus très persistant, et les anticipations ne sont pas ancrées. À l'inverse, lorsque ce coefficient est significativement inférieur à 1, les anticipations peuvent être considérées comme ancrées. Nous faisons glisser la période d'estimation et reproduisons pour chaque période la valeur de ce coefficient (cf. graphique 5). Il en ressort que depuis le début des années 90, les anticipations d'inflation sont ancrées aux États-Unis, en France et en zone euro alors qu'elles ne l'étaient pas auparavant. Ainsi, dans les années 1980, le coefficient de persistance de l'inflation n'est pas significativement différent de 1 au seuil de 5 % pour les États-Unis, et en est très proche en zone euro et en France. En revanche, à partir du début des années 1990, le coefficient de persistance est toujours significativement différent de 1 au seuil de 5 %. Dans les années 2000, il est même non significativement différent de zéro aux États-Unis et en France, traduisant une absence de persistance de l'inflation dans ces deux économies.

... mais ce n'est pas une assurance tout risque

Si l'ancrage des anticipations protège d'une spirale inflationniste ou déflationniste, cette protection n'est pas infaillible. Ainsi, comme cela a été mentionné plus haut, cet ancrage a été perdu dans les années 1970 à la suite d'un choc inflationniste important et persistant. On ne peut donc exclure que cela se reproduise, que ce soit sous les coups d'un fort déficit de demande persistant ou d'une nouvelle flambée des prix des matières premières, selon les pays et selon les développements futurs.

En outre, il est difficile de juger en temps réel du caractère ancré ou non des anticipations. Ainsi, nos estimations nous amènent à conclure que les anticipations d'inflation sont ancrées sur les dernières années mais il serait hasardeux d'en déduire avec certitude qu'elles le sont sur les tous derniers mois. Enfin, nos résultats présentent une limite pratique : dans le cadre de nos estimations, nous avons fait l'approximation que le chômage structurel des économies étudiées est constant sur la période d'estimation. ■

5 - L'ancrage de l'inflation s'est renforcé au début des années 1990



Note de lecture : pour chaque pays, la valeur représentée à une date donnée est la somme des coefficients sur les termes retards de l'inflation, dans la régression de la variation trimestrielle de l'inflation sous-jacente, sur ses quatre retards et sur quatre retards du taux de chômage, pour la période des douze années suivantes. Ainsi, le premier point évalue la persistance de l'inflation sur la période qui va du deuxième trimestre 1982 au deuxième trimestre 1994.

Source : comptes nationaux américains, Insee, Eurostat, calculs Insee

Emploi

Au second semestre 2009, la baisse de l'emploi s'est poursuivie, mais de manière moins soutenue que les semestres précédents, grâce à la reprise de l'activité. En 2010 l'emploi total augmenterait légèrement, de 63 000 emplois (+0,2 % après -1,0 % en 2009). L'emploi marchand non agricole serait en légère hausse tout au long de 2010 : 51 000 postes seraient créés au total sur 2010, après - 337 000 postes sur l'ensemble de l'année 2009. Dans les secteurs non marchands, l'emploi augmenterait en début d'année avant de diminuer au second semestre, car le nombre d'entrées dans les dispositifs de contrats aidés baisserait. L'emploi non marchand se stabiliserait donc en 2010 après avoir été très dynamique en 2009.

Le nombre de salariés dans les secteurs marchands en légère hausse en 2010

Les effectifs dans les secteurs marchands étaient en baisse depuis le deuxième trimestre 2008 : 577 000 postes ont été supprimés. Toutefois, depuis le second semestre 2009, l'emploi marchand recule moins (-0,5 % après -1,6 % au premier semestre, cf. tableau 1). Alors que la reprise de l'activité a été amorcée dès le deuxième trimestre 2009, l'emploi marchand n'est reparti en légère hausse que depuis le premier trimestre 2010 (+24 000 postes) : comme l'emploi s'ajuste avec délai aux variations de l'activité, en phase de reprise économique le redémarrage de l'emploi a lieu plusieurs trimestres après celui de l'activité.

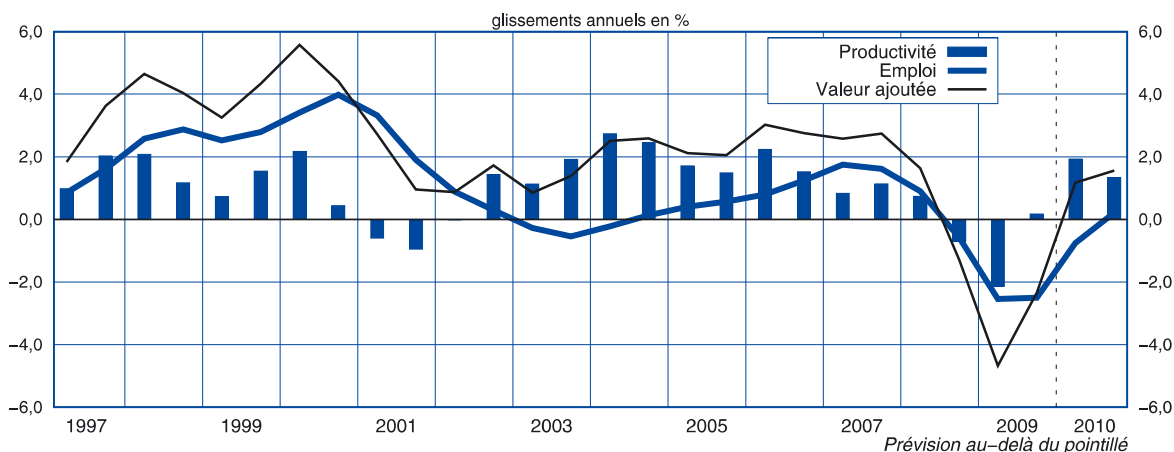
En prévision, l'emploi marchand augmenterait début 2010 (+32 000 postes au premier semestre 2010). Il resterait en légère hausse en fin d'année 2010 (+19 000 postes au second semestre 2010 ; cf. tableau 1 et graphique 3). L'emploi marchand non agricole reviendrait ainsi fin 2010 à son niveau de fin 2004 (cf. graphique 2).

Moins de destructions d'emploi dans l'industrie

L'industrie perd structurellement des emplois depuis le début des années 2000 et la crise a accentué cette baisse : 168 000 emplois ont été détruits dans ce secteur en 2009, soit deux fois plus qu'en 2008 (-86 000). L'impact de la crise sur l'emploi industriel est encore plus important si l'on prend en compte la baisse de l'emploi dans l'intérim⁽¹⁾ : le nombre d'intérimaires en mission dans l'industrie a en effet baissé de moitié entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, avec 150 000 emplois en moins sur un an. Cependant, depuis le deuxième trimestre 2009, l'intérim dans l'industrie est reparti nettement à la hausse : 58 000 postes ont ainsi été créés du deuxième trimestre 2009 au premier trimestre 2010 (avec en particulier une progression de +10,2 % au premier trimestre 2010).

(1) Les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction (cf. infra)

1 - Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Source : Insee

En 2010, la contraction de l'emploi dans l'industrie se poursuivrait, mais à un rythme beaucoup moins soutenu qu'en 2009 (-56 000 emplois au premier semestre 2010 et -39 000 emplois au second semestre 2010, après -79 000 au second semestre 2009). Les chefs d'entreprises interrogés dans les enquêtes de conjoncture anticipent d'ailleurs une poursuite de la baisse de leurs effectifs, mais atténuée par rapport aux trimestres précédents. Au total, 95 000 emplois industriels seraient perdus en 2010.

Le secteur de la construction toujours en crise

La baisse de l'emploi dans la construction a commencé plus tardivement que dans les autres secteurs, à partir du quatrième trimestre 2008, après plusieurs années de forte croissance. En 2009,

47 000 emplois ont été perdus dans ce secteur. En 2010, l'activité continuerait de s'y contracter, même si la baisse est moins marquée en prévision. Ainsi, l'emploi dans la construction diminuerait de nouveau, mais avec une moindre ampleur qu'au cours des semestres précédents (-4 000 postes au premier semestre puis -10 000 postes au second semestre 2010, après -24 000 au second semestre 2009).

Des créations d'emploi dans le tertiaire marchand en 2010

Le secteur tertiaire est le secteur dont l'emploi s'est ajusté le plus rapidement pendant la récession, principalement parce que l'emploi intérimaire y est rattaché, quel que soit le secteur dans lequel sont réalisées les missions d'intérim. Hors intérim, les effectifs dans le secteur tertiaire ont diminué de

Tableau 1

Évolution de l'emploi

	Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS							Évolution de l'emploi sur la période (en %) CVS						
	2008	2009	2010	2009 S1	2009 S2	2010 S1	2010 S2	2008	2009	2010	2009 S1	2009 S2	2010 S1	2010 S2
Salariés du secteur concurrentiel (1)+(2)	-146	-301	82	-237	-64	44	37	-0,8	-1,7	0,5	-1,3	-0,4	0,3	0,2
Secteurs principalement marchands non agricoles (1) dont :	-190	-337	51	-251	-86	32	19	-1,2	-2,1	0,3	-1,6	-0,5	0,2	0,1
Industrie :	-86	-168	-95	-89	-79	-56	-39	-2,4	-4,8	-2,8	-2,5	-2,3	-1,7	-1,2
dont :														
Industrie manufacturière	-84	-174	-88	-92	-82	-53	-35	-2,6	-5,5	-3,0	-2,9	-2,7	-1,8	-1,2
Construction	8	-47	-14	-23	-24	-4	-10	0,5	-3,2	-1,0	-1,6	-1,6	-0,3	-0,7
Tertiaire essentiellement marchand	-112	-121	160	-138	17	91	69	-1,0	-1,1	1,4	-1,2	0,2	0,8	0,6
dont														
Commerce	-20	-46	34	-28	-18	15	19	-0,7	-1,5	1,2	-0,9	-0,6	0,5	0,6
Services marchands (y c. intérim)	-92	-76	126	-110	35	76	50	-1,1	-0,9	1,6	-1,3	0,4	0,9	0,6
Secteurs principalement non marchands (2) (établissements privés seulement)	44	36	31	14	22	13	18	2,5	1,9	1,7	0,8	1,2	0,7	1,0

	Créations d'emploi sur la période (en milliers)							Évolution de l'emploi sur la période (en %)						
	2008	2009	2010	2009 S1	2009 S2	2010 S1	2010 S2	2008	2009	2010	2009 S1	2009 S2	2010 S1	2010 S2
Secteurs principalement marchands non agricoles	-190	-337	51	-251	-86	32	19	-1,2	-2,1	0,3	-1,6	-0,5	0,2	0,1
Salariés agricoles	-9	-10	-10	-5	-5	-5	-5	-3,7	-4,4	-4,6	-2,2	-2,3	-2,3	-2,4
Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)	38	75	6	16	60	28	-22	0,5	1,0	0,1	0,2	0,8	0,4	-0,3
Non-salariés	16	16	16	8	8	8	8	0,7	0,7	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3
EMPLOI TOTAL	-145	-255	63	-232	-23	62	1	-0,5	-1,0	0,2	-0,9	-0,1	0,2	0,0

Prévision

Note de lecture : 37 000 emplois seraient créés dans le secteur concurrentiel durant le second semestre 2010. Cela correspond à une hausse de 0,2 % sur le semestre.

(1) Secteurs DE à MN + RU

(2) Secteurs OQ privé

Source : Insee

103 000 postes en 2009, soit -1,0 % sur l'année. L'emploi intérimaire a chuté d'un tiers entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, soit 236 000 postes perdus sur un an. Il s'est stabilisé dès le deuxième trimestre 2009, et il augmente depuis (+19,5 % sur un an au premier trimestre 2010). Porté par le dynamisme de l'intérim, le secteur tertiaire marchand a créé des emplois dès le deuxième semestre 2009 (+17 000 postes).

L'emploi dans le tertiaire marchand amplifierait sa hausse en 2010 (+91 000 postes au premier semestre puis +69 000 au second).

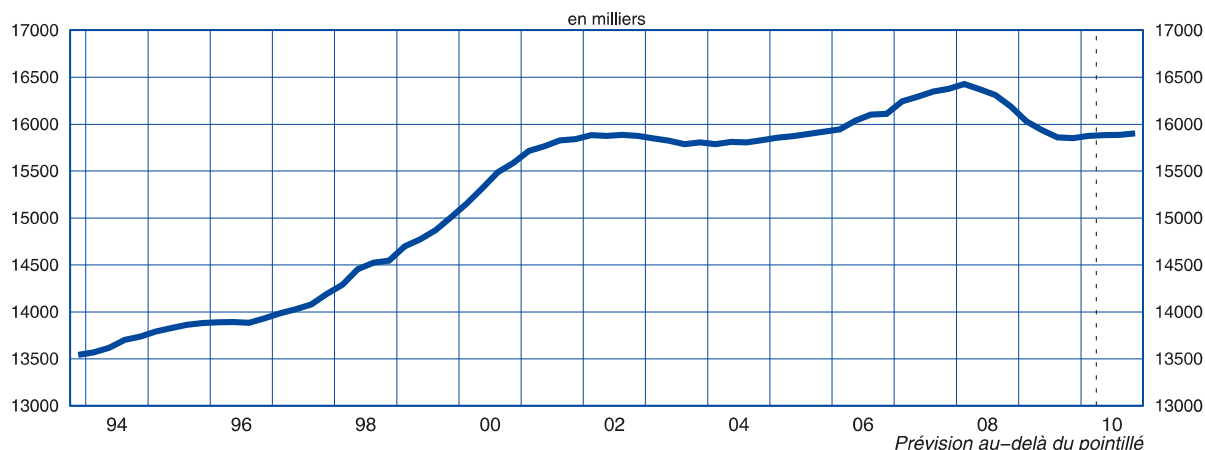
Après une forte hausse en 2009, l'emploi dans le secteur tertiaire non-marchand se stabiliserait en 2010

En 2009, 75 000 emplois ont été créés dans le secteur non marchand, soit le double de 2008 (+38 000). Ce rebond était principalement dû aux contrats aidés (contrat d'accompagnement vers

l'emploi - CAE, contrat d'avenir - CAV), dont le nombre de bénéficiaires a augmenté en 2009. En revanche, les autres composantes de l'emploi non marchand (emploi privé et emploi public non aidé) ont crû plus modérément qu'en 2008.

Au premier semestre 2010, l'emploi dans le secteur non marchand serait un peu moins dynamique qu'au semestre précédent (+28 000 après +60 000), puis il diminuerait au second semestre 2010 (-22 000 postes). En effet, le nombre d'entrées prévues en contrat unique d'insertion non marchand (CUI-CAE), qui remplace le CAE et le CAV à compter du 1^{er} janvier 2010, est plus faible en 2010 qu'en 2009, et les entrées programmées sont plus nombreuses au premier semestre 2010 qu'au second. Ainsi, le nombre de bénéficiaires de ce contrat augmenterait au premier semestre 2010, mais il diminuerait sur l'année (-25 000, cf. tableau 2). ■

2 - Emploi salarié marchand non agricole



3 - Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles

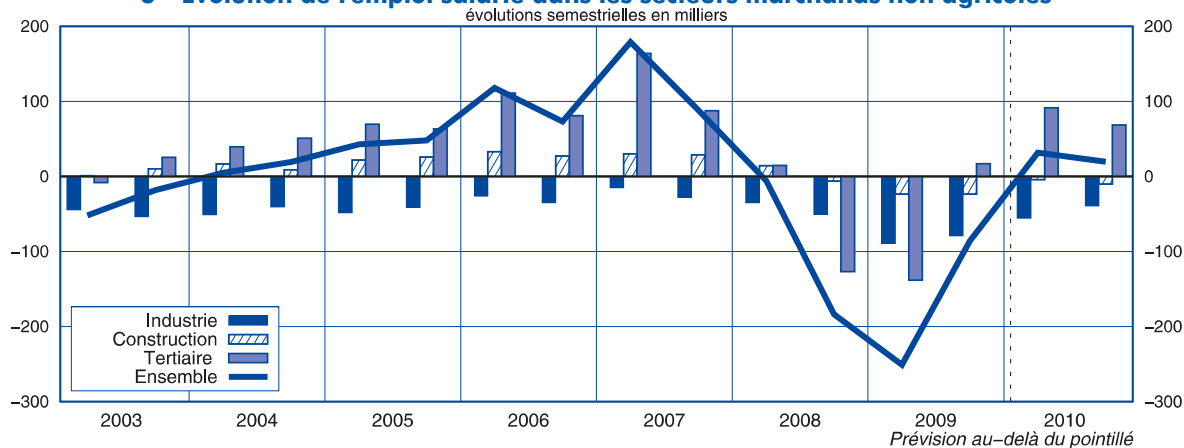


Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non-marchand

En milliers

	2006	2007	2008	2009	2010 S1	2010 S2	2010
Contrats Emploi Solidarité	-21	-	-	-	-	-	-
Contrats Emploi Consolidé	-36	-19	-1	0	0	0	0
Contrat Unique d'Insertion (CUI-CAE : remplace CAE+CAV au 01/01/10)	-	-	-	-	179	34	213
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)	45	-17	-48	71	-107	-65	-172
Contrats d'Avenir (CAV)	60	13	-10	-10	-37	-27	-64
Contrats Emploi-jeunes	-25	-19	-4	-3	-1	-1	-2
Total	23	-41	-63	58	33	-58	-25

Prévision

Champ : France métropolitaine
Source : Dares, calculs Insee

Chômage

Au premier trimestre 2010, le taux de chômage s'est stabilisé à 9,5 % de la population active en France métropolitaine (9,9 % y compris Dom), après six trimestres de forte hausse. Il reste ainsi à son plus haut niveau depuis fin 1999.

Jusqu'à la fin 2010, le taux de chômage resterait stable. En effet, l'emploi n'augmenterait que légèrement, grâce à la reprise de l'activité, parallèlement à la hausse de la population active. Ainsi, le taux de chômage s'établirait à 9,5 % en moyenne en France métropolitaine fin 2010 (9,9 % y compris Dom).

Le taux de chômage s'est établi à 9,5 % de la population active au premier trimestre 2010

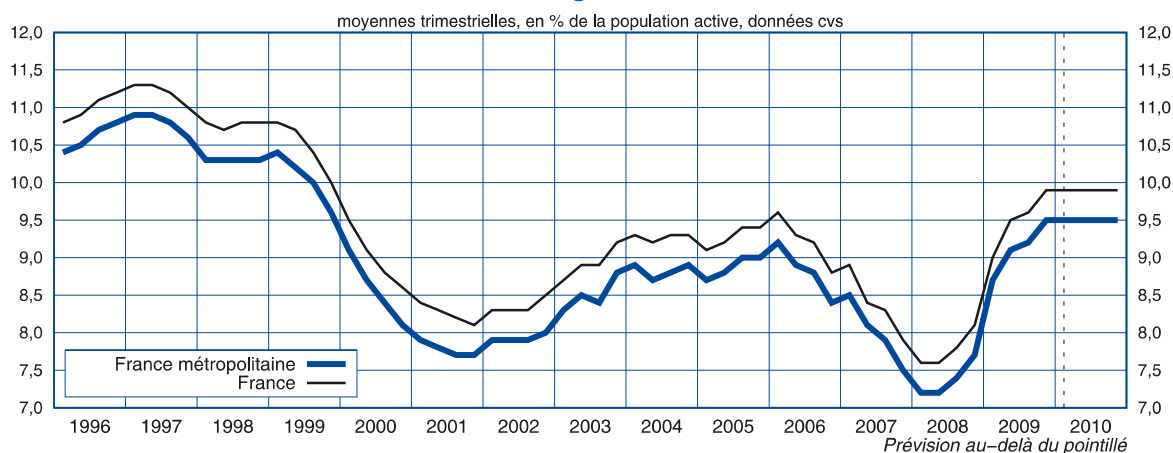
Au premier trimestre 2010, le taux de chômage s'est stabilisé à son plus haut niveau depuis fin 1999 (cf. graphique) : 9,5 % des actifs de France métropolitaine étaient sans emploi, soit 2,7 millions de personnes. Cette stabilisation intervient après six trimestres de forte hausse, dans le sillage des nombreuses pertes d'emploi survenues depuis le début de la récession. Ainsi, entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2010, le taux de chômage a augmenté de 2,3 points (cf. tableau).

Du mieux pour les jeunes

Les jeunes étant plus sensibles que leurs aînés aux fluctuations conjoncturelles, ils ont davantage bénéficié de la reprise. Ainsi au premier trimestre 2010, le taux de chômage des actifs de 15 à 24 ans a baissé pour la première fois depuis le début de la crise, de 1,2 point. Il avait crû de 5,7 points entre le deuxième trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009. Il est cependant resté à un niveau élevé au premier trimestre 2010 (23 %). Les jeunes, et surtout les jeunes hommes, participent plus souvent à des missions d'intérim que leurs aînés. Or ce secteur a été le premier à pâtir de la crise, mais également le premier à augmenter avec la reprise de l'activité (cf. fiche « Emploi »). De même que la hausse du chômage des jeunes avait principalement affecté les hommes, la baisse au premier trimestre 2010 les concerne davantage. Cependant, leur taux de chômage reste plus important que celui des femmes du même âge (23,7 % contre 22,3 %).

Les taux de chômage des adultes de 25 à 49 ans et des seniors de 50 ans ou plus ont été relativement stables au premier trimestre 2010. Ils restent donc à leurs plus hauts niveaux depuis le début des années 2000 : 8,6 % pour les 25 à 49 ans, 6,6 % pour les 50 ans ou plus.

Taux de chômage au sens du BIT



France = France métropolitaine+Dom
Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus
Source : Insee, enquête Emploi

Stabilité du chômage en 2010

En 2010, le taux de chômage serait stable (cf. graphique) : il s'établirait à 9,5 % de la population active en France métropolitaine au dernier trimestre 2010 (9,9 % y compris Dom), comme fin 2009.

D'une part, l'emploi serait en légère hausse à l'horizon de la prévision, du fait de la reprise de l'activité (cf. fiche « Emploi »). D'autre part, la population active progresserait légèrement. En effet, la contribution démographique au marché du travail, c'est-à-dire celle de la population et de l'évolution structurelle des comportements d'activité, resterait

positive mais en nette atténuation : +44 000 personnes en 2010, après +74 000 personnes en 2009 (cf. tableau). Ce ralentissement tient à un effet de structure : la hausse du nombre de personnes en âge de travailler est aujourd'hui tirée par les seniors (55-64 ans), dont le taux d'activité est inférieur à celui des plus jeunes ⁽¹⁾. Par ailleurs, la reprise de l'activité cesserait de décourager des personnes d'entrer sur le marché du travail en 2010, alors que 14 000 personnes étaient dans cette situation en 2009 (effets de « flexion », cf. glossaire). Au total, la population active croîtrait de +78 000 personnes en 2010. ■

(1) Cf. dossier « Emploi, chômage, activité : du constat à la prévision », Note de conjoncture de mars 2008.

Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

en moyenne trimestrielle, en milliers

	2008 T1	2008 T2	2008 T3	2008 T4	2009 T1	2009 T2	2009 T3	2009 T4	2010 T1	2010 T2	2010 T3	2010 T4	2007	2008	2009	2010
	Variations trimestrielles												Variations annuelles			
Population des 15-64 ans	39	35	33	32	31	30	30	30	8	-7	-19	-25	207	140	122	-42
Population des 15-59 ans	-24	-27	-29	-30	-29	-28	-27	-27	-23	-20	-19	-20	-73	-109	-111	-83
Population active	-36	28	-2	28	141	11	-46	94	34	17	13	15	113	17	200	78
dont :																
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	9	4	6	11	15	19	21	19	13	11	11	9	64	29	74	44
(b) Effets de flexion estimés	6	-1	-3	-4	-5	-5	-3	-1	1	2	1	1	44	-1	-14	5
(c) Effets estimés des politiques publiques	4	-6	-7	-3	3	5	0	6	5	4	0	5	28	-12	14	14
(d) Autres fluctuations de court terme (résidu)	-54	30	1	24	128	-8	-64	70	15	0	0	0	-23	1	127	15
Emploi	54	9	-49	-81	-127	-116	-67	-11	29	31	11	0	339	-67	-321	72
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	63	-45	-52	-111	-143	-89	-45	22	37	26	-4	4	348	-145	-255	63
Chômage BIT	-90	19	46	109	268	127	21	106	4	-14	2	15	-227	85	521	6
	Moyenne trimestrielle												Moyenne au dernier trimestre de la période			
Taux de chômage BIT (%)																
France métropolitaine	7,2	7,2	7,4	7,7	8,7	9,1	9,2	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	7,5	7,7	9,5	9,5
France (y compris Dom)	7,6	7,6	7,8	8,1	9,0	9,5	9,6	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	7,9	8,1	9,9	9,9

Prévision

Note de lecture : emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1 % de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee

Salaires

En 2010, le salaire mensuel de base (SMB) ralentirait en termes nominaux (+1,6 %, après +2,2 % en 2009), du fait du niveau élevé du chômage, qui pèse toujours sur les salaires. A contrario, le salaire moyen par tête (SMPT) nominal accélérerait (+2,7 % après +1,3 % en 2009), la forte baisse des primes du début 2009 ne se reproduisant pas en 2010.

En termes réels, le SMB ralentirait nettement en 2010, en raison de la remontée de l'inflation (+0,0 % après +2,1 % en 2009). Ce ralentissement serait moins marqué pour le SMPT (+1,1 % après +1,3 % en 2009).

Dans les administrations publiques, le salaire moyen par tête nominal décélérerait en 2010 (+1,8 % contre +2,0 % en 2009). Ce ralentissement serait bien plus marqué pour le SMPT réel des administrations publiques, qui serait quasi stable (+0,2 % après +1,9 % en 2009).

Le salaire mensuel de base ralentirait en 2010...

En 2010, le salaire mensuel de base (SMB) nominal serait moins dynamique qu'en 2009 (+1,6 % après +2,2 %, cf. tableau). Tout d'abord, le taux de chômage élevé pèserait sur les salaires. En outre, ceux-ci étant partiellement déterminés par l'inflation passée, la nette décélération des prix en 2009 freinerait leur progression début 2010. À l'inverse, la revalorisation du Smic au 1^{er} janvier, à hauteur de +0,5 %, soutiendrait quelque peu la croissance des salaires au premier semestre.

...mais le salaire moyen par tête accélérerait

Malgré le niveau encore élevé du chômage, le salaire moyen par tête (SMPT) accélérerait en 2010 (+2,7 % contre +1,3 % en 2009). Cette accélération s'explique notamment parce que la forte baisse des primes de résultats dans le tertiaire au premier trimestre 2009 laisserait place début 2010 à des hausses plus usuelles dans un contexte de rebond de l'activité.

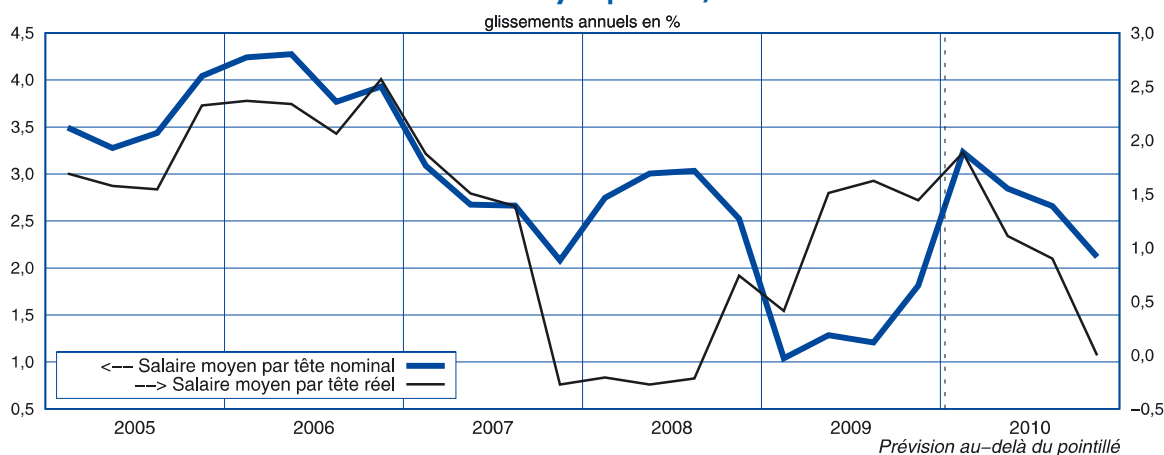
En termes réels, le SMB ralentirait nettement en 2010...

En termes réels, le SMB ralentirait nettement. Non seulement le SMB nominal progresserait modérément, mais l'inflation remonterait en 2010, notamment sur le premier semestre. Ainsi, le SMB réel serait stable en 2010 (+0,0 %), après +2,1 % en 2009.

...mais le ralentissement serait moins marqué pour le SMPT

L'accélération du SMPT nominal compenserait en partie la hausse de l'inflation, si bien que le SMPT réel ralentirait légèrement en 2010 (+1,1 % après +1,3 % en 2009).

Évolution du salaire moyen par tête, nominal et réel



Champ : secteur marchand non agricole
Source : Dares, Insee

Les salaires ralentiraient en 2010 dans les administrations publiques

Dans la Fonction publique, Le point d'indice pourrait être revalorisé de +0,5 % au 1^{er} juillet 2010. En revanche, l'indice minimum de la Fonction publique ne devrait pas bouger cette année. Quant au dispositif de prime de Garantie individuelle du

pouvoir d'achat (GIPA), il serait reconduit en fin d'année, mais de façon plus restreinte qu'en 2009. Au total, le SMPT des administrations publiques augmenterait moins vite en 2010 qu'en 2009 (+1,8 % après +2,0 %) ; en termes réels, le ralentissement serait bien plus marqué du fait du regain d'inflation au premier semestre 2010 (+0,2 % après +1,9 %). ■

Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels								Moyennes annuelles		
	2009				2010				2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,5	3,0	2,2	1,6
Salaire moyen par tête (SMPT)											
- dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	-0,7	0,9	0,6	1,0	0,7	0,5	0,4	0,5	2,8	1,3	2,7
- dans les administrations publiques (APU)	-	-	-	-	-	-	-	-	2,2	2,0	1,8
Indice des prix à la consommation des ménages (IPC)	-0,3	-0,1	0,2	0,5	0,7	0,3	0,3	0,4	2,8	0,1	1,6
SMB réel	0,8	0,5	0,2	0,1	-0,3	0,0	0,0	0,1	0,2	2,1	0,0
SMPT réel (SMNA)	-0,4	1,0	0,3	0,6	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	1,3	1,1
SMPT réel (APU)	-	-	-	-	-	-	-	-	-0,6	1,9	0,2

■ Préviation

Source : Dares, Insee